

CONCOURS POUR L'ACCES AU GRADE D'INSPECTEUR DE LA CONCURRENCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES DU 13 JANVIER 2026

Concours externe dominante juridique et économique

EPREUVE N° 2 : Option A → Gestion et Administration des Entreprises

Réponse à des questions et/ou commentaires d'un ou plusieurs textes

(Durée 3 heures - coefficient 1)

Question n°1 : En vous appuyant sur les articles ci-après (cf. documents 1 à 3), vous présenterez les différentes formes de croissance externe.

(12 points)

Question n° 2 : La politique de prix : stratégies, fixation des prix de vente et des marges en 2025 (sans document).

(8 points)

LES DEUX QUESTIONS DOIVENT ÊTRE TRAITÉES ET SÉPARÉMENT

Aucun document ou instrument électronique (téléphone portable, montres connectées...) ne doit être utilisé durant les épreuves.

Document n°1 :

<https://investir.lesechos.fr/conseils-boursiers/recommandations-des-analystes/ma-dans-le-monde-et-en-france-les-entreprises-sadaptent-a-lincertitude-bain-2146416>

M&A-Dans le monde et en France, les entreprises s'adaptent à l'incertitude-Bain

Par Reuters, Publié le 4 févr. 2025 à 06:00

PARIS, 4 février (Reuters) - Le marché mondial des fusions-acquisitions est demeuré sous pression en 2024 mais l'assouplissement de contraintes financières et réglementaires fait espérer une reprise en 2025, selon une étude publiée mardi par le cabinet de conseil Bain qui estime que les entreprises françaises cibleront davantage de groupes étrangers.

En 2024, plus de 7.200 opérations d'une valeur supérieure à 30 millions de dollars (29 millions d'euros) ont eu lieu dans le monde, en hausse de 9% par rapport à 2023.

La progression du volume total est encore plus marquée, de 13% sur un an à 3.600 milliards de dollars, mais ce chiffre est à rapporter au volume moyen sur 10 ans, 4.090 milliards de dollars.

"En fin de compte, aucun des soutiens macroéconomiques qu'attendaient les spécialistes des fusions et acquisitions ne se sont vraiment matérialisés l'année dernière", résume l'étude.

Les taux d'intérêt ont reculé à un rythme moins rapide que prévu et les valorisations ont atteint un plus bas à 10,4 fois le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements, limitant les ventes et incitant les groupes de capital-investissement à garder leurs positions en portefeuille, énumère Bain.

Les contraintes réglementaires sont par ailleurs demeurées fortes, allongeant les délais nécessaires pour mener à bien une opération et incitant les entreprises à la prudence.

L'année 2025 devrait être marquée par une détente de ces contraintes qui encouragera les opérations de fusion-acquisition, espère le cabinet de conseil, tandis que de grandes tendances - paysage économique et géopolitique changeant, développement de nouvelles technologies et évolution des marchés cibles - continueront de pousser à la consolidation.

Des opérations "alternatives" - coentreprises, participations minoritaires ou des contrats de licence - ou l'usage de l'intelligence artificielle générative, qui peut permettre d'accélérer les processus de rachat, permettent de limiter les risques de ces opérations, ajoute Bain.

LES ENTREPRISES FRANÇAISES REGARDENT AILLEURS

En France, les opérations ont progressé de 21% sur un an à 96 milliards de dollars, la moitié de ce chiffre (49 milliards de dollars) tenant à des rachats de groupes étrangers par des entreprises françaises.

"En 2024, sous la pression de l'incertitude politique et grâce à des structures de bilan saines, les entreprises françaises ont réalisé davantage d'opérations visant à accroître leur empreinte géographique", explique Arnaud Leroi, associé au sein du cabinet.

La tendance devrait se poursuivre cette année, les entreprises françaises étant comme leurs homologues internationales confrontées à une économie mondiale plus fragmentée.

"Beaucoup d'acteurs européens préfèrent se positionner aux États-Unis pour produire sur le marché américain, ce qui limite les risques liés par exemple aux droits de douane", constate Arnaud Leroi.

"Par ailleurs, les rachats à l'étranger posent moins de risques concurrentiels, en dépit des pressions politiques qui peuvent parfois s'exercer à l'occasion d'une opération".

Dans un contexte où les valorisations entre l'Europe et les États-Unis atteignent un record, les groupes hexagonaux doivent néanmoins réussir à justifier auprès de leurs actionnaires la pertinence de ces rachats, tout en passant par des structures de financement moins dilutives, remarque Arnaud Leroi.

Cet écart de valorisations pourrait en revanche alimenter dans les prochaines années les rachats initiés par des entreprises étrangères de groupes français, estime le cabinet.

(Rédigé par Corentin Chappron, édité par Sophie Louet)

Document n°2 :

<https://www.autoplus.fr/actualite/et-si-ce-constructeur-chinois-relancait-stellantis-1394062.html>

Et si ce constructeur chinois relançait Stellantis ?

Par Yann Lethuillier

Publié le 19 août 2025 à 09:38

Le constructeur chinois Leapmotor connaît une croissance supérieure aux attentes et devrait dépasser les 500 000 ventes annuelles rapidement. De quoi redonner un petit coup de boost à Stellantis ?

Le ralentissement est net pour Stellantis : sur les six premiers mois de l'année, les ventes du groupe ont reculé de 13 % par rapport à la même période de 2024. Une contre-performance qui illustre les difficultés d'un conglomérat où cohabitent quinze marques aux trajectoires et aux résultats contrastées. Pourtant, au sein du portefeuille, un nouvel acteur attire l'attention des investisseurs et des analystes : Leapmotor.

Introduite en Bourse à Hong Kong, la société fondée en 2015 à Hangzhou par Zhu Jiangming et Fu Liquan a vu son action doubler depuis janvier et progresser de plus de 200 % par **rapport à son plus bas d'août 2024**. Cette dynamique boursière est directement corrélée à l'accélération des ventes : après 290 000 véhicules livrés en 2024, Leapmotor vise désormais 500 000 unités en 2025, ce qui constituerait son premier exercice bénéficiaire.

Les ressorts d'un modèle industriel singulier

Contrairement à nombre de start-up chinoises du secteur, Leapmotor a fait le choix d'une intégration verticale poussée. Une part importante des composants est produite en interne, réduisant la dépendance aux fournisseurs et optimisant la maîtrise des coûts. Cette organisation permet à l'entreprise de réallouer des ressources substantielles vers la R&D, un levier clé dans un marché en mutation rapide.

La politique produit est également alignée sur la conjoncture macroéconomique : en privilégiant des véhicules accessibles, Leapmotor a capitalisé sur le ralentissement de la consommation en Chine, où les acheteurs se tournent vers des solutions plus économiques. En Europe, cette stratégie commence à porter ses fruits : en juillet, la citadine électrique T03 s'est hissée au premier rang des ventes de véhicules électriques dans certains pays, dont l'Italie.

Une option de rattrapage pour Stellantis ?

L'entrée de Stellantis au capital (20 % de Leapmotor et 51 % de Leapmotor International) en 2023 constitue désormais un actif stratégique. Au-delà des volumes, cette alliance offre au groupe un accès immédiat à une plateforme 100 % électrique et à un savoir-faire industriel dont il ne dispose pas encore pleinement. Dans un contexte de transition accélérée vers la mobilité zéro émission, cette synergie pourrait se traduire par un raccourci technologique et un gain de temps précieux.

Pour Stellantis, en phase de contraction commerciale, Leapmotor représente donc à la fois un relais de croissance externe et un levier de compétitivité interne. Si le succès de la marque chinoise se confirme sur ses marchés d'exportation, l'opération pourrait bien être l'un des paris stratégiques les plus payants du groupe ces dernières années. Une stratégie initiée peu avant le départ de Carlos Tavares à la tête du groupe et qui devrait perdurer sous la direction du nouveau PDG de Stellantis, Antonio Filosa.

Document n°3 :

<https://bourse.lefigaro.fr/actu-conseils/croissance-externe-et-nouveaux-contrats-pour-jcdecaux-20241001>

Croissance externe et nouveaux contrats pour JCDecaux

Par Loïc Danton

Le 1 octobre 2024 à 13h42

NOTRE CONSEIL ACTION SUR JCDECAUX - Le numéro un mondial de la communication extérieure poursuit son développement. Au menu: des acquisitions et de nouveaux contrats.

Une acquisition de plus ! JCDecaux vient d'annoncer une prise de participation de 70% au capital d'IMC, présenté comme l'un des leaders du secteur en Amérique du Sud et le numéro un au Costa Rica. La cible, fondée en 2004 au Costa Rica, est également présente au Guatemala, au Salvador, au Honduras et au Nicaragua.

Les modalités financières de cette opération ne sont pas dévoilées. Mais suite à ce rachat, une *joint-venture* regroupant l'ensemble des activités de JCDecaux en Amérique centrale va être créée. Cette nouvelle entité sera alors détenue à 51% par JCDecaux, aux côtés de Publigrifik et Top Media, les partenaires de la coentreprise fondée l'an passé, et des actionnaires historiques d'IMC.

Du côté des nouvelles affaires, deux contrats d'importance ont été annoncés en septembre. Ainsi, JCDecaux a remporté le contrat publicitaire des abribus de Londres à la suite d'un appel d'offres organisé par Transport for London (TfL), pour une durée de 8 ans, avec 2 ans supplémentaires en option. Ce contrat, dont le groupe était déjà titulaire depuis 2016, est le deuxième plus important au monde, avec 4.700 abribus gérés.

Des appels d'offres importants remportés en septembre

Puis, le 25 septembre, la société a décroché l'appel d'offres concernant les contrats publicitaires des abribus de Stockholm, soit plus de 1.500 sites, ainsi que ceux pour les principales stations de métro de la capitale suédoise, pour une durée de 7 ans.

À suivre sur l'agenda, la publication du chiffre d'affaires du troisième trimestre, le 7 novembre.